

L'INQUIÉTUDE CLIMATIQUE : HISTOIRE POLITIQUE D'UN REFOULEMENT

ENTRETIEN AVEC **JEAN-BAPTISTE FRESSOZ***

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE NORDMANN**

À PROPOS DE

J.-B. Fressoz,

L'Apocalypse joyeuse.

Une histoire du risque technologique,

Paris, Seuil, 2012, 312 p., 23,30 €.

Notre connaissance des effets des activités humaines sur le climat est-elle récente ? Notre conscience écologique apparemment nouvelle est-elle le prélude à une transformation radicale de nos pratiques ? Pour Jean-Baptiste Fressoz, l'histoire politique du risque technologique et de sa régulation montre au contraire la réflexivité environnementale des sociétés passées. Mais cette histoire, si elle met à mal notre confiance dans l'inéluctabilité des transformations que cette conscience devrait entraîner, nous permet aussi de comprendre que d'autres chemins étaient possibles, et que certains sont peut-être encore praticables.

Vous dites que la conscience de l'influence des êtres humains sur le climat existait déjà au XVIII^e siècle, mais cette conscience était-elle vraiment générale, et entendait-on vraiment la même chose à l'époque par le terme de « climat » ? Lorsqu'au début du XIX^e on parle de l'influence des « mauvais climats », on parle plutôt d'« atmosphères » particulières : celle des usines, celle des villes, pas du climat en général. Ça n'est pas du tout la même question, non ?

Non, bien sûr, ce n'est pas la même question, car la notion de climat elle-même s'est entre-temps modifiée. Mais le problème climatique aux XVIII^e et XIX^e siècles ne peut pas non plus être réduit à celui des « mauvais airs ».

En effet, à partir des années 1770, un immense débat traverse les sociétés européennes, débat portant sur les conséquences environnementales et climatiques de la déforestation. Les météorologues se réfèrent aux travaux de Stephen Hales sur la physiologie des plantes et leurs échanges gazeux avec l'atmosphère (*Vegetable Staticks*, 1727) pour imputer les dérèglements climatiques (froids, sécheresses, tempêtes et précipitations) à la destruction de la couverture végétale : les arbres, par les relations qu'ils entretiennent avec l'atmosphère, tempèrent les climats, assèchent les lieux humides et humidifient les lieux secs ; ils préviennent en outre les tempêtes,

l'érosion et les inondations. La déforestation est conçue comme une rupture dans l'ordre naturel et providentiel équilibrant les cycles de matière entre terre et atmosphère¹.

D'où la politisation des accidents climatiques. Par exemple, dans les années 1820, en France, après une série de mauvaises saisons, on accuse la Révolution, la division des communaux, la vente des bois nationaux et l'exploitation à courte vue des forêts par une bourgeoisie nouvelle. En Angleterre, c'est le problème des enclosures qui est débattu dans l'idiome climatique : la multiplication des haies et des herbages aurait rendu le climat anglais encore plus humide et froid.

Plusieurs remarques. Premièrement, on a bien affaire à l'analyse de télé-connexions climatiques globales. Par exemple, selon Rauch, Rougier de la Bergerie ou Joseph Banks, la déforestation aux États-Unis et en Europe augmente l'humidité dans l'atmosphère, celle-ci se condense aux pôles, accroissant la calotte glaciaire et causant les mauvaises saisons. Le changement climatique est également pensé comme un phénomène *irréversible* mettant en question l'avenir même de la civilisation. Comme en déboisant, on transforme le climat, on sape les conditions mêmes d'existence de la forêt. À partir des années 1820, un puissant discours, que l'on pourrait qualifier d'« orientalisme climatique », met en garde les États européens contre la déforestation

* Jean-Baptiste Fressoz est historien des sciences, des techniques et de l'environnement, maître de conférences à Imperial College (Londres). Il est l'auteur de *L'Apocalypse joyeuse* (2012).

** Charlotte Nordmann est traductrice, essayiste et membre du collectif éditorial de la *RdL*.

Le cerf brâme pour montrer sa puissance aux autres cerfs autour (pas pour attirer la femelle qui n'en fait)

Tu entends quelque chose?

rien



dans ces moments-là la biche n'a pas la moindre lueur de plaisir (dans le regard) par contre elle tombe enceinte tout de suite

et le changement climatique en invoquant le sort funeste advenu à des civilisations auparavant brillantes dont il ne reste alors plus que des ruines sises au beau milieu de déserts.

Deuxièmement, le changement climatique inter-fère avec un arbitrage, crucial pour l'économie organique de l'époque, entre la forêt d'une part (et donc

L'industrialisation s'est produite non pas dans une sorte d'inconscience environnementale, mais, au contraire, malgré un paradigme médical qui faisait de l'environnement le producteur de l'humain.

l'énergie et les manufactures) et les champs de l'autre (et donc la population et la puissance militaire). D'où la publicité des débats sur le changement climatique : dans les années 1820, de nombreuses sociétés savantes en Europe étudient cette question ; en 1822, le ministre de l'Intérieur français lance une enquête nationale sur le sujet et, en 1836, alors que l'assemblée débat des modalités du déboisement, une commission parlementaire sur le changement climatique est instituée. Les archives produites par ces enquêtes donnent à voir une opinion savante, administrative et, dans une certaine mesure, populaire très préoccupée par la question.

Enfin, il n'y a aucune raison de considérer ces théories avec condescendance, ni comme un « proto-environnementalisme » préfigurant notre souci écologique. Elles déterminaient d'ailleurs des modes de production autrement plus respectueux de l'environnement que les nôtres !

Ce que vous montrez par ailleurs, c'est que, s'il y a eu une éclipse de cette conscience de l'influence délétère des êtres humains sur le climat, ce n'est pas par l'effet d'un « oubli », mais parce que toute une machine de guerre a été mise en branle pour refouler cette conscience et les inquiétudes suscitées par le progrès. Pourriez-vous donner un exemple ?

Prenons la question des « mauvais airs » que vous mentionniez. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, il s'agit d'un immense problème : selon la doctrine néohippocratique alors dominante en médecine, les mauvais airs, et plus généralement les *circumfusa* (i.e. « les choses environnantes »), produisent des épidémies, déterminent la croissance de la population et façonnent

même la forme des corps. En un sens, les sociétés évoluent en fonction des enveloppes atmosphériques qu'elles façonnent. De ce point de vue, la révolution industrielle et son cortège inouï de pollutions sont très inquiétantes. L'industrialisation s'est produite non pas dans une sorte d'inconscience environnementale, mais, au contraire, malgré un paradigme médical qui faisait de l'environnement le producteur de l'humain.

La conclusion assez dérangeante est donc que nos ancêtres ont détruit les environnements en toute connaissance de cause. Ce que j'ai montré dans *L'Apocalypse joyeuse*, c'est que l'histoire du risque technologique ou de la crise environnementale n'est pas l'histoire d'une « prise de conscience », mais précisément l'inverse : l'histoire de la production scientifique et politique d'une certaine inconscience modernisatrice. C'est ce que j'ai proposé d'appeler les « *petites désinhibitions modernes* », c'est-à-dire l'ensemble des dispositifs qui ont accompagné et justifié la modernisation technologique et la destruction des environnements.

Par exemple, il est frappant de remarquer que l'hygiène sociale de Villermé, qui s'attache à démontrer que la mortalité est corrélée non pas aux facteurs environnementaux mais aux revenus, est née dans un milieu très précis : le conseil de salubrité de Paris des années 1810-1830. Cette institution était justement chargée d'autoriser les usines et de répondre aux plaintes des habitants qui invoquaient l'hygiène du XVIII^e siècle pour défendre leur environnement. De 1800 à 1830, on a donc trois phénomènes étroitement liés : une industrialisation en ville, une libéralisation de l'environnement (par la marginalisation de la police d'Ancien régime, qui se chargeait auparavant de réguler la présence des artisans) et enfin une reconfiguration des étiologies médicales : davantage que les choses environnantes, ce sont maintenant les facteurs sociaux qui déterminent la santé des populations. Et donc, l'industrialisation, en accroissant la richesse sociale, produira à terme un peuple en meilleure santé. Lorsqu'au milieu du XIX^e siècle, un dictionnaire définit « fabrique » par « voisinage dangereux », il s'agit du *Dictionnaire des idées reçues* de Flaubert. Voilà comment opèrent les désinhibitions modernes.

Vous estimez qu'il n'est pas utile, pour rendre compte de la Grande destruction en cours, de se référer à la notion de « modernité ». Pour vous, ce n'est pas un modèle de pensée et de société qui expliquerait la destruction accélérée de la biodiversité ou l'usage à la fois prodigue et néfaste que nous faisons de l'énergie, mais certains choix techniques particuliers, par exemple celui de l'usage du charbon.

Pourtant, quelle que soit la technique utilisée, n'est-ce pas le rapport instrumental à la nature,

associé à la préoccupation exclusive du profit maximum – soit non pas la modernité à elle seule mais la conjonction de la modernité et du capitalisme – qui explique la façon dont le système de développement occidental détruit systématiquement les écosystèmes, parce que précisément il ne se soucie pas une seconde du fait qu'il s'agisse de « systèmes » dont la logique nous échappe en partie et qu'il importe de respecter en tant que tels, au lieu de ne se préoccuper que des éléments que nous pouvons « exploiter » en eux ? Du coup, est-ce qu'on peut vraiment supposer que les choses auraient pu se passer différemment si tel choix technique avait été fait plutôt que tel autre ?

Mon insistance sur la *petitesse* des désinhibitions modernes a pour but de déconnecter le problème de la modernité de celui de la crise environnementale et de retailler les vêtements trop amples des récits dominants de la crise environnementale. Certains historiens, comme Lynn White ou Carolyn Merchant, des philosophes comme Bruno Latour ou bien des anthropologues tel Philippe Descola en ont proposé des récits grandioses, retraçant ses origines jusque dans notre être au monde, c'est-à-dire dans une cosmologie postulant une différence radicale entre l'humain, doté d'une intériorité, et tous les autres êtres naturels (« *le grand partage* »). Nos maux écologiques constitueraient l'héritage de la modernité elle-même : la science grecque tout d'abord qui conçoit la nature comme soumise à des lois extérieures aux intentions divines ou humaines ; le christianisme ensuite, qui invente la singularité de l'homme au sein d'une création qu'il doit aménager ;

la révolution scientifique, enfin, qui substitue à une vision organiciste de la nature celle d'une matière inerte soumise à des lois mécaniques².

Le problème de ces grands récits assez idéalistes c'est que, remettant tout en cause, ils ne s'attaquent à rien. Changer de cosmologie, répudier le matérialisme, rompre avec les distinctions nature/politique, tout cela est extrêmement passionnant, mais peu envisageable dans le temps qui nous est imparti pour changer radicalement d'attitude face à l'environnement. Les catégories anthropologiques qu'ils mobilisent demeurent en dehors de toute prise politique et occultent des phénomènes plus directement impliqués dans la crise environnementale... dont le capitalisme, que vous mentionnez.

Mais incriminer le capitalisme ne peut être qu'un premier pas pour construire une histoire précise, beaucoup plus concrète, à la fois politique et matérielle, du borbier dans lequel nous nous sommes mis. Par exemple, si tout le monde a en tête la courbe exponentielle des émissions de CO₂ au xx^e siècle, on n'en a curieusement aucune histoire, en tous cas aucune histoire suffisamment précise, qui nous permettrait d'identifier la responsabilité respective de différents choix techniques, économiques, agronomiques ou militaires. Plutôt qu'insister sur les causes les plus impressionnantes, il me semble historiquement plus intéressant et politiquement plus efficace de découvrir les petites causes suffisantes, car elles sont le résultat de processus historiques qu'on peut espérer réversibles.

Il est certes important de rappeler qu'il y a eu des bifurcations historiques, des choix faits qui ont déterminé l'avenir, mais ces choix étaient-ils

EXTRAIT : LES « PETITES DÉSINHIBITIONS MODERNES »

De manière générale et considérée selon leurs effets, « les petites désinhibitions modernes » dont ce livre retrace l'histoire incluent tous les dispositifs rendant possible, acceptable et même désirable la transformation technique des corps, des environnements, des modes de production et des formes de vie. Pour qu'une innovation de quelque importance s'impose, il faut en effet circonvenir des réticences morales, des oppositions sociales, des intérêts froissés, des anticipations suspicieuses et des critiques portant sur ses conséquences réelles. La confiance qui préside à la transformation technique du monde nécessite des théories qui, avant et en-deçà des accidents, en brouillent le sens et en amortissent la portée traumatique. Et après les catastrophes, il faut des discours et des dispositions morales qui

les neutralisent, atténuent leur dimension éthique pour les rendre compatibles avec la continuation du projet technologique.

Le mot de désinhibition condense les deux temps du passage à l'acte : celui de la réflexivité et celui de la passer-outre, celui de la prise en compte du danger et celui de sa normalisation. La modernité fut un processus de désinhibition réflexive : nous verrons comment les régulations, les consultations, les normes de sécurité, les procédures d'autorisation ou les enquêtes sanitaires qui prétendaient connaître et contenir le risque eurent généralement pour conséquence de légitimer le fait accompli technologique.

Enfin, l'insistance sur la *petitesse* et le caractère *ad hoc* des désinhibitions entend signaler que la modernité n'est pas ce

mouvement majestueux et spirituel dont nous parlent les philosophes. Je voudrais au contraire la penser comme une somme de petits coups de force, de situations imposées, d'exceptions normalisées. La modernité fut une entreprise. Ceux qui l'ont fait advenir et l'ont conduite ont produit des savoirs et des ignorances, des normes juridiques et des discours dont le but était d'instaurer de nouvelles sensibilités, de nouvelles manières de concevoir sa vie, son corps, ses relations aux environnements et aux objets.

Jean-Baptiste Fressoz, *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil, 2012, p. 15-16.



aussi contingents que vous le suggérez ? Le fait que le pétrole, notamment, soit devenu l'énergie reine tient à ses propriétés incomparables : sa versatilité, la fantastique diversité d'usages qu'il est possible d'en faire, et sa maniabilité, le fait qu'une quantité relativement limitée de force de travail soit nécessaire à son utilisation (ce qui le distingue du charbon, comme le montre Timothy Mitchell). Une fois le pétrole découvert, aurait-il vraiment pu ne pas prendre la place centrale qu'il a prise ?

Concernant le pétrole, il me semble que tout l'intérêt de la démonstration de Tim Mitchell et de Bruce Podobnick³ est précisément de souligner le caractère non naturel et éminemment politique de cette

transition énergétique (qui est en fait une addition). Le pétrole est certes un combustible formidablement efficace, mais son utilisation est conditionnée par une immense infrastructure faite de puits, de pipelines, de lignes d'approvisionnement sécurisées, de raffineries et de moteurs à combustion. Et si le pétrole a fini par s'imposer comme source d'énergie dominante, c'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement américain et certains secteurs du patronat européen y ont vu un moyen de contourner les puissants syndicats de mineurs et de cheminots qui extrayaient et convoiaient le charbon. En ce sens, le triomphe du pétrole n'était pas écrit d'avance. On en avait d'ailleurs découvert en Alsace au XVI^e siècle, sans en faire grand chose...

Si l'histoire des techniques peut nous aider à quelque chose, c'est bien à dénaturaliser notre trajectoire technologique et à montrer qu'il y avait des bifurcations possibles, afin aussi de nous ouvrir des libertés pour le présent. Par exemple, les historiens ont montré que le recyclage a joué un rôle industriel fondamental jusqu'à la toute fin du XIX^e siècle. C'est seulement avec la globalisation des ressources et l'invention des engrais artificiels que les économies européennes ont cessé de penser la production comme un circuit fermé. Un autre exemple : il y avait aux États-Unis, à la fin du XIX^e siècle, une véritable filière industrielle éolienne qui a permis la mise en culture (par ailleurs très problématique) du Midwest⁴. De même, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le solaire semblait devoir jouer un rôle majeur dans le chauffage domestique, avant que les compagnies électriques n'assurent, grâce à des pratiques commerciales très agressives, le triomphe du bâti pavillonnaire mal isolé, mal orienté et contraint de recourir au chauffage électrique et à la climatisation⁵. On pourrait multiplier les exemples qui indiquent que les choix économiques et techniques qui ont produit le désastre environnemental contemporain n'étaient pas « écrits » à l'avance.

Pour en venir justement à ce par quoi les choses peuvent changer aujourd'hui, il faut noter je crois que la situation que nous vivons est tout à fait singulière : l'effondrement de la biodiversité, la raréfaction des énergies sur lesquelles notre civilisation s'est bâtie, comme l'appauvrissement général des terres et la modification profonde et irréversible du climat – on n'a évidemment jamais rien connu de tel, et les conséquences qui en découlent quant à notre perception de la situation et nos comportements sont bien sûr différentes.

Vous ne pensez pas, quant à vous, que l'épuisement des ressources nous contraigne à rompre avec le modèle de développement productiviste/consumériste que nous avons mis en place. N'allons-nous pourtant pas rapidement « atteindre le mur » (c'est par exemple l'argument d'Yves Cochet pour le pétrole, ou pour

l'épuisement des sols), ce qui nous contraindra à trouver d'autres voies ?

Le problème est de savoir, entre le mur des ressources et celui du climat, lequel nous allons heurter le premier et plus encore quels pays vont s'y heurter, s'y heurtent déjà en fait, et avec quelle violence. Ce que je veux dire, c'est que si l'on attend la fin du pétrole « bon marché » puis celle du gaz bon marché, puis celle des hydrocarbures lourdes bon marché, puis enfin celle du charbon bon marché, les climatologues nous assurent qu'on aura dépassé les points de bascule climatique et que notre futur sera déjà très sombre. La situation actuelle américaine, le développement du gaz de schiste et la baisse du prix de l'énergie montre qu'on ne saurait laisser les réserves « naturelles » dicter le tempo de la transition énergétique. Bref, il faut absolument produire une contrainte politique bien avant que le « signal prix » nous force à changer de modèle. L'histoire peut nous aider à cela car, à considérer ses sources, il apparaît que la crise environnementale n'est pas une affaire de cosmologie, de conscience, ni même, dans une large mesure, de connaissance, mais un problème finalement assez classique de forme de production, de régulation du capitalisme et donc d'acquisition du pouvoir. ■

NOTES

1. Fabien Locher et Jean-Baptiste Fressoz, « Modernity's Frail Climate : A Climate History of Environmental Reflexivity », *Critical Inquiry*, vol. 38, n° 3, 2012, p. 579-598.
2. Voir par exemple : Lynn White Jr., « The Historical Roots of Our Ecologic Crisis », *Science*, 155, 1967, p. 1203-1207 ; Carolyn Merchant, *The Death of Nature : Women, Ecology and the Scientific Revolution*, San Francisco, Harper, 1980 ; Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005 (les premiers chapitres sur « le grand partage ») ou encore Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte, 1991.
3. Bruce Podobnick, *Global Energy Shifts: Fostering Sustainability in a Turbulent World*, Temple University Press, 2006 et Timothy Mitchell, *Petrocratia. La démocratie à l'âge du carbone*, Alfortville, Ère, collection « Chercheurs d'ère », 2011.
4. Alexis Madrigal, *Powering the Dream. The History and Promise of Green Technology*, Cambridge MA, Perseus, 2011.
5. Adam Rome, *The Bulldozer in the Countryside: Suburban Sprawl and the Rise of American Environmentalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

**POUR VOUS ABONNER
À LA RDL RENDEZ-VOUS SUR
WWW.REVUEDESLIVRES.FR**